



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

# **Paix en Ukraine ! Libertés au Belarus et en Russie !**

Le 19 avril dernier, le KGB du Belarus a procédé à l'arrestation de plus de vingt dirigeants du BKDP, Congrès des syndicats démocratiques du Belarus. Dix personnes sont toujours en détention sans accès à leurs avocats. Parmi elles, Alexandre Yarashouk et Serguei Antousevitch, respectivement président et vice-président du BKDP. Maxime Pozdniakov, élu président du BKDP par intérim le 13 mai a également été arrêté quelques jours plus tard.

Les dirigeants du BKDP sont inculpés en vertu de l'art. 342, partie 1 du Code pénal de la République du Belarus, pour « l'organisation et la préparation d'actions qui violent l'ordre public ou la participation active à celles-ci ». Cette accusation est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à quatre ans.

Le régime illégitime de Loukachenko, complice actif de l'invasion russe de l'Ukraine et fossoyeur des droits fondamentaux des travailleurs biélorusses, essaie ainsi d'éradiquer le syndicalisme indépendant et combattif dont il s'est montré être un adversaire farouche dès son accession au pouvoir en 1994. Les répressions actuelles s'inscrivent dans l'écrasement du soulèvement contre la fraude électorale aux élections présidentielles de 2020 et du mouvement anti-guerre dont le BKDP porte fièrement le flambeau, avec des déclarations pacifistes extrêmement courageuses compte tenu du contexte de répression.

La CGT exige la libération des dirigeants du BKDP détenus et l'abandon de toute poursuite à leur égard.

La CGT demande, de nouveau, à la diplomatie française de prendre une position publique extrêmement ferme sur ce dossier. Nous demandons que la France appelle à la libération immédiate des syndicalistes arrêtés et qu'elle prenne les dispositions nécessaires pour que les syndicalistes menacés et leurs familles puissent recevoir l'aide et la protection dont ils pourraient avoir besoin.

La CGT prendra part au rassemblement organisé par le mouvement syndical international sous l'égide de Industrial Global Union et de la Confédération Syndicale Internationale, le 8 juin, à Genève, à midi, sur la place des Nations (sous la chaise cassée) durant la Conférence internationale du travail, pour exiger la libération de nos camarades et le respect des conventions fondamentales de l'OIT sur la liberté syndicale et le droit d'organisation. La CGT y prendra la parole.

Montreuil, le 3 juin 2022